

Confort suisse

Autor(en): **Imhof, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 985

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020197>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domaine

985

Public

DP

1 mars 1990

Vingt-septième année

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand

Confort suisse

On le sait, 1990 sera l'année de l'énergie; le Conseil national s'est prononcé dernièrement sur l'arrêté énergétique, sur l'initiative populaire réclamant un moratoire nucléaire de dix ans et sur celle prônant son abandon. Le Grand Conseil vaudois a examiné les deux initiatives déposées par la gauche écologiste, «Sortir du nucléaire» et «Comment sortir du nucléaire». Le peuple sera appelé à se prononcer sur tous ces textes.

Nous avons déjà dit (DP 983) à quel point les politiciens étaient décevants et faisaient leurs choux gras de préjugés depuis longtemps dépassés. Il faut n'avoir pas lu la presse depuis au moins dix ans pour dénoncer «la déstabilisation qu'induiraient des propositions visant à créer une pénurie énergétique» comme l'a fait cette députée libérale à la tribune du Grand Conseil vaudois. Chacun a tellement peur de devoir perdre un peu de son confort, de devoir changer l'une ou l'autre de ses habitudes, qu'il préfère le statu quo, la satisfaction aveugle et à prix subventionné de la demande croissante en énergie. Et secrètement, chacun espère le miracle énergétique, la source inépuisable, bon marché et propre. Certains pensent d'ailleurs l'avoir trouvée: la production d'hydrogène, séparé de l'eau dans le Sahara grâce à l'énergie solaire et transporté par gazoduc vers les régions à forte consommation (*L'Hebdo* du 25 janvier). On ne sort décidément pas facilement des schémas traditionnels: verts champions de la décroissance contre libéraux garants de la croissance d'une part et exploitation des ressources des pays du Sud pour les besoins en augmentation de ceux du Nord d'autre part.

Le problème, bien sûr, est mal posé: les pays riches prétendent être les dépositaires d'un système parfait, sentiment que la chute des régimes à économie planifiée légitime chez certains. Or ledit système fonctionne tant qu'il se limite à une petite partie de la planète. Si l'Europe de l'Est, puis l'ensemble des pays en développement, entendent égaler notre taux de motorisation, notre consommation

d'énergie et notre production de déchets, nous n'y survivrons pas longtemps.

Il faut reconnaître l'échec du système basé sur la croissance continue, qui exclut aussi bien certains des ressortissants les moins privilégiés des pays riches que ceux des pays pauvres. L'écologie en général et les économies d'énergie en particulier trouvent donc une nouvelle justification: celle de l'aide au développement. Certains pays ont assis leur richesse sur une exploitation sans mesure et égoïste des ressources naturelles. Il leur appartient aujourd'hui d'investir une part importante de leur fortune pour développer et expérimenter sans attendre des systèmes de vie qui ne soient plus axés sur le gaspillage. Et plutôt qu'être condamnés à exporter nos tares dans les pays de l'Est — chacun a suivi l'ouverture à Moscou du premier Mac Donald, cette chaîne américaine qui doit produire au moins autant de déchets que de nourriture — nous pourrions chercher à développer un modèle dont l'universalisation, pour autant que d'autres peuples veuillent s'en inspirer, ne condamne pas la planète à l'agonie. Nous en avons les moyens et nous disposons des connaissances pour le faire. Vu sous cet angle, le repli frileux sur un confort intouchable que l'on a pu observer dans les parlements fédéraux et cantonaux ces derniers temps apparaît à la fois dérisoire, puéril et dangereux. Il est en plus en contradiction avec la volonté affichée de droite à gauche de se montrer généreux avec les démocraties naissantes de l'Est.

Il est donc urgent de créer les conditions d'une preuve par l'acte à grande échelle: jusqu'à maintenant, seuls quelques courageux se sont lancés dans la production de biogaz, dans l'exploitation à l'échelle locale de l'énergie hydraulique, ou dans la construction de maisons solaires. Or ce modèle ne demande qu'à s'étendre. Des gens, depuis dix ans, travaillent à nous prouver sa viabilité (*lire en page 2*). Il est temps de leur faire confiance.

PI